

## **La Commune d'hier à aujourd'hui**

Les commémorations de la Commune ne manqueront pas. Du P.C.F. aux intellectuels bourgeois, en passant peut-être — qui sait ? — par la très gouvernementale télévision, on évoquera l'attendrissante et tragique épopée. Mais il ne suffit pas pour nous de dire que «*les communards montèrent à l'assaut du ciel*», il s'agit d'en tirer les leçons.

1871: Malgré la répression policière sous l'Empire, les travailleurs s'organisent.

Le 18 mars, c'est l'insurrection armée! Mais Engels aura beau dire : «*La dictature du prolétariat, c'est la Commune de Paris*», les communards de 1871 voulaient, eux, détruire l'État, briser la machine bureaucratique et militaire, et non la faire passer dans leurs mains.

La Commune eut certes ses faiblesses, ses insuffisances, ses erreurs... qui lui furent fatales. La révolution bolchevique eut Cronstadt, qui ne fut pas seulement un drame, mais bel et bien l'échec d'une révolution et la fin des Soviets.

Avec l'expérience stalinienne, nous voyons à quel point la lutte acharnée des Communards pour une cause vite désespérée prend de l'importance dans l'histoire du mouvement ouvrier. Ce n'est pas une querelle de pure forme entre marxistes et fédéralistes, mais deux conceptions de l'émancipation des travailleurs qui, à ce stade, s'opposent.

Certes, isolée de la province, la Commune de Paris ne pouvait rien surtout quand oubliant ses divergences la bourgeoisie internationale venait en aide aux Versaillais : Bismarck libère 100.000 prisonniers pour mater les communards.

Il manquait à la Commune une organisation qui, reconnaissant les tendances au socialisme naissant, aurait, sur une base fédérative, été capable de coordonner les luttes. Il fallait cette organisation capable de fédérer les communes de France.

Ce que nous devons en revanche dénoncer c'est cette opinion perfidement répandue par les adversaires véritables de la Commune, bourgeois ou staliniens, selon laquelle celle-ci mourut de la multiplicité de ses tendances. Au contraire, la Commune de 1871 fut la démonstration vivante et exaltante de la démocratie ouvrière. Blanquistes, anarchistes, internationalistes et autres coopérèrent à la construction de la Commune. On constate d'ailleurs qu'aux moments les plus cruciaux, les majorités et minorités passèrent au travers des tendances. Dans ce domaine, la Commune donne un exemple.

Les filles de la Commune, ce furent d'abord les communes rurales d'Aragon qui en 1936 pratiquèrent la gestion directe de l'agriculture et réussirent même à éliminer la monnaie! Ce fut la révolution hongroise de 1956, et plus près de nous les «événements» actuels de Pologne.

En 1956, en Hongrie, tout un peuple se révolte contre l'exploitation de la bureaucratie stalinienne ; les ouvriers hongrois se battent pour instaurer un véritable socialisme tandis que la presse réactionnaire et les bureaucrates staliniens s'accordent pour ne voir dans cette révolution qu'une réaction nationaliste et de petits-bourgeois.

Ensemble, ils ont sali la révolution hongroise qui était irrécupérable pour les uns comme pour les autres. En vérité, malgré le joug stalinien et les bourrages de crâne, les Hongrois ont redécouvert spontanément les formes naturelles de lutte de la «Commune de Paris» et ont montré aux travailleurs la voie du socialisme. Il est bon de comparer les aspirations des communards et les revendications des conseils ouvriers hongrois.

En 1871, les usines abandonnées sont remises aux associations ouvrières. En Hongrie la gestion directe des usines par les conseils ouvriers est à l'ordre du jour.

Sous la Commune le traitement des fonctionnaires de l'administration et du gouvernement ne doit pas dépasser le salaire d'un ouvrier. Les Hongrois demandent l'écrasement de la hiérarchie des salaires.

En 71, l'armée permanente instrument de la bourgeoisie est remplacée par l'armement du peuple. En Hongrie, en 1956, on crée les milices ouvrières.

Les communards veulent une fédération des communes de France. En Hongrie les conseils ouvriers s'opposent à la reconstruction d'un nouveau pouvoir bureaucratique et, en se fédérant, s'apprêtent à assumer l'organisation du pays.

On n'a pas le droit de célébrer en France la Commune de Paris quand on a laissé écraser dans le sang la révolution hongroise et quand on se tait — ou presque — devant les «événements» de Pologne !

Ne nous trompons pas, l'anniversaire de la Commune ce n'est pas seulement une médaille que l'on astique ni un drapeau noir ou rouge que l'on promène devant le mur des Fédérés ; c'est une lutte incessante que la bourgeoisie réprime avec son État, ses curés en civil et ses flics; c'est la lutte de tous les jours, ingrate et besogneuse avec de temps en temps ses juin 36, mai 68, ses Espagne, ses Hongrie et ses Pologne.

Ce que les travailleurs hongrois et polonais ont découvert spontanément malgré l'emprise du stalinisme, les travailleurs français peuvent le retrouver à leur tour.

Il nous appartient à nous, militants anarcho-syndicalistes, d'agir pour que cela soit.

Agir avec notre classe, là où elle est organisée et particulièrement dans les syndicats puisque c'est par là que passe encore l'essentiel de la lutte des classes.

Finalement, la répression de M. Thiers, les chars russes, et dans une moindre mesure les accords Matignon et les accords de Grenelle,

*«Tout ça n'empêche pas, Nicolas, qu'la Commune n'est pas morte!»*

**B. Bolzer – S. Mahé.  
Groupe de Nantes**

Solidarité Ouvrière n°1

avril 1971

## Vie de l'Alliance

jeudi 15 octobre 2009

L'Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste, réunie en conférence nationale les 30 et 31 janvier 1971, à Limoges, berceau du syndicalisme français :

Face aux directions réformistes de collaboration de classes prétendant administrer le système capitaliste mieux que les capitalistes eux-mêmes,

Opposée à toute forme de colonialisme politique, tendant à ravalier le syndicalisme au rang secondaire de force d'appoint et de masse de pression circonstancielle,

Réaffirme son attachement inébranlable à l'esprit et aux principes formulés par les pionniers du mouvement syndical et définis notamment par la Charte d'Amiens, conditions indispensables de l'unité et du dynamisme du mouvement syndical :

Indépendance du syndicalisme vis-à-vis de l'État et des partis politiques qui en sont les supports ;

Défense des travailleurs et soutien de leurs actions face à l'exploitation capitaliste ;

Lutte permanente pour la destruction du système d'exploitation de l'homme par l'homme ou de l'homme par l'État ;

Préparation des producteurs à la prise de possession de leurs outils de travail dans le cadre d'un système socialiste autogestionnaire et fédéraliste.

L'Alliance syndicaliste manifeste aux travailleurs de notre pays en lutte pour la défense de leurs moyens d'existence et en butte à la répression étatique bourgeoise sa solidarité agissante.

Adresse aux travailleurs du monde, et particulièrement à ceux d'Espagne et de Grèce, dressés contre la dictature fasciste, et aux travailleurs hongrois, tchécoslovaques et polonais, confrontés aux problèmes de la liberté dans le système prétendu socialiste, la manifestation de son appui total.

Appelle les travailleurs, et particulièrement les militants ouvriers et syndicalistes français, à promouvoir en toute circonstance et en tous lieux la mise en pratique permanente de la solidarité internationale, base élémentaire du mouvement ouvrier mondial.

\* \* \* \*

Les militants de l'A.S.R.A.S., réunis en conférence nationale les 30 et 31 janvier 1971, à Limoges :

Réaffirment l'indépendance et l'autonomie de leur organisation envers chacune des formations libertaires.

L'Alliance, fidèle représentante de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire, réaffirme sa position de tendance syndicaliste de classe, et l'Alliance ne pourra être en aucun cas confondue avec une organisation spécifique.

En conséquence, l'Alliance, désirant garder dans la clarté de bonnes relations avec toutes les formations libertaires, refusera tout accord de lutte qui mettrait en danger son intégrité et son indépendance.

\* \* \* \*

# Pratique quotidienne de la lutte des classes

jeudi 15 octobre 2009, par [Région parisienne de l'Alliance](#)

Les militants ouvriers sont quotidiennement confrontés à un problème crucial : comment avoir une pratique révolutionnaire dans la vie de tous les jours ? Dans les usines, nous entendons presque chaque jour le slogan de la C.G.T., « la riposte s'impose », de la C.F.D.T., « l'action, c'est plus sûr » ; dans la rue, ce sont les appels à l'action des trotskystes, des maoïstes, des socialistes unifiés, etc. Malgré leurs appels, aucune de ces tendances du mouvement révolutionnaire n'a pu mobiliser les masses ; seuls les syndicats y parviennent quoique cela ne se fasse que très partiellement et sur des objectifs limités.

Que préconisent les anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires ?

Par notre manifeste, nous appelons à la lutte de classes d'action directe et révolutionnaire et précisons que l'action syndicaliste est à la fois la lutte revendicative proprement dite – c'est-à-dire la lutte pour l'amélioration immédiate de nos conditions d'existence – ainsi que l'action sociale qui doit se charger de toutes les facettes de la vie de l'individu (logement, transport, impôts, etc.). Or, tous les révolutionnaires organisés en avant-gardes, groupuscules, partis, essaient de séparer ces deux types d'action qui sont les deux volets complémentaires et indivisibles de l'action syndicaliste authentique.

Leur but ? désarmer les syndicats de façon à les attaquer pour leur inefficacité et s'en servir dans leur propagande de chapelle ; leurs slogans, seule l'A.J.S., seule la Ligue communiste..., rappellent sans cesse qu'ils sont, selon eux, les seuls et uniques à envisager la lutte de classes sur toutes les facettes de la condition ouvrière. Nous savons, nous qui sommes sur les lieux de travail, dans les H.L.M. ou dans les deux derniers étages des immeubles anciens de Paris combien leurs prétentions sont erronées et mensongères. Nous ne pouvons attendre autre chose d'individus qui ne connaissent ni manivelles, ni planches à dessin, ni même oscilloscopes... En clair, ils ont surtout peur que les travailleurs les comprennent trop bien et les combattent en tant qu'obstacles à leur émancipation, et en ce sens là ils ont raison. Nous pensons, quant à nous, que cette méthode ne vise surtout qu'à empêcher la classe ouvrière d'acquérir ses propres capacités autogestionnaires et qu'à justifier l'existence des partis politiques. Les ouvriers savent très bien que, quel que soit le parti au pouvoir — « C'est toujours les mêmes ! » — ils seront exploités de la même façon, au nom de la grandeur nationale, et opprimés par la même armée, les mêmes gendarmes. Les partis politiques, tout comme les avant-gardes marxistes-léninistes, désirent en fait changer les musiciens... mais pas la musique.

En utilisant leurs méthodes d'action, ils n'arrivent qu'à mutiler les syndicats dans leurs luttes sans rien donner en contrepartie, et si aujourd'hui les travailleurs des usines, comme ceux des champs, connaissent les syndicats tels qu'ils sont, bureaucratiques, bêtement réformistes et complètement ou partiellement liés à un parti politique, la faute en revient à ceux qui limitent l'envergure de l'action syndicale. Aujourd'hui, communistes, trotskystes, maoïstes et socialistes unifiés en injuriant comme ils le font les organisations ouvrières, ou flattant leur immobilisme comme le fait le P.C.F., ne font que confirmer leurs agissements destructifs contre les tentatives de la classe ouvrière d'être elle-même.

Pour nous, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, aucun problème n'est étranger

au syndicat ; il doit exercer son action sur tous les secteurs de la lutte ouvrière : économique, politique et social. Ce qui ne veut pas dire que nous voulons que les syndicats deviennent des organes politiques au sens vulgaire, autrement dit qu'ils se prononcent et participent à l'action parlementaire et gouvernementale, mais que face aux décisions antiouvrières et antipaysannes des structures étatiques, en toute indépendance et autonomie, ils opposent à la réaction et au totalitarisme la force contestataire et constructive des travailleurs. Aussi l'Alliance demande à tous ses militants syndiqués d'être les plus actifs dans leur syndicat, de développer en leur sein l'idée que le syndicat est l'organisation essentielle de la classe ouvrière, d'être les plus combattifs des délégués du personnel — et si possible, les meilleurs —, de se dresser face au réformisme et aux fractions politiques syndicales de toute leur vigueur, sans pour autant que leur opposition ne soit que négative mais au contraire la plus constructive possible.

Les militants de l'Alliance refuseront toujours l'action « kamikase » pratiquée par les maoïstes ou l'activité « paroissiale » des autres marxistes-léninistes. Il ne s'agit pas d'agir pour agir, mais d'être toujours sur le terrain de la lutte de classes dans la perspective de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. Pour cela, les militants de l'Alliance défendront l'idée de l'action directe, c'est-à-dire toute forme d'action exercée directement par les travailleurs eux-mêmes sans intermédiaires, tels que partis politiques, pratique parlementaire, etc. Ils seront aussi les premiers des « réformistes », sans pour cela qu'aucune des réformes revendiquées ne puisse servir le capitalisme à surmonter ses contradictions, ni à l'administrer mieux que les bourgeois eux-mêmes. Il s'agit d'ouvrir des brèches quand cela améliore dans les faits et durablement la condition ouvrière. Aux exaltés qui s'opposent à cette forme d'action quotidienne, nous leur demandons d'aller dans les usines proposer aux ouvriers d'abandonner la lutte pour les quarante heures ou de renoncer aux congés payés, par exemple.

Les militants de l'Alliance pratiqueront toujours et partout l'action révolutionnaire, à savoir :

- tout ce qui bouleverse les structures sociales et mentales actuelles dans le sens de la solidarité et de l'émancipation nationale et internationale des travailleurs, seule voie au socialisme authentique,
- tout ce qui tend à créer des rapports de solidarité et de réciprocité dans le sens de la liberté et de l'égalité.

L'action des militants de l'Alliance ne vise pas à noyauter les syndicats mais à faire entendre leur voix, à faire en sorte que nos organisations redeviennent de véritables confédérations d'action directe et révolutionnaire. C'est en ce sens, et ce sens seulement, que la classe ouvrière redeviendra socialiste et révolutionnaire. Tous ceux qui s'opposent à ce que les travailleurs des usines et des champs prennent conscience de leurs facultés constructives et organisatrices dans une voie socialiste et libertaire n'aspirent qu'à la domination, au pouvoir, aux privilèges.

L'expérience de l'U.R.S.S. est toujours présente dans l'esprit des travailleurs pour qu'ils ne tombent pas dans le miroir aux alouettes des marxistes-léninistes et des réformistes, mais qu'ils luttent afin que la classe ouvrière se donne les moyens de vaincre le capital et de bâtir la société sans classes ni État. Faisons nôtre la devise de la Première Internationale : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Ou ne sera pas.

Région parisienne de l'Alliance

# Informations internationales

mercredi 14 octobre 2009, par [Movimiento de Coordinacion Sindical](#)

Nous publions ci-dessous un article de nos camarades d'Espagne, qui ont tenu à s'unir à nous pour commémorer la Commune de Paris.

Les camarades de l'Alliance tiennent à réaffirmer solennellement, en cette occasion, qu'ils ne sauraient esquiver leurs responsabilités d'internationalistes, et qu'ils ne sont pas sans savoir que l'unité des luttes ouvrières et révolutionnaires ne peut se fonder que sur une pratique internationaliste efficace.

A los trabajadores de Espana en lucha, a nuestros compañeros de siempre, mandamos nosotros, militantes de la Alianza Sindicalista de Francia, nuestro fraternal saludo revolucionario.

Estamos a su lado, respaldandonos juntos, iremos hasta nuestra emancipación integral !

Salud.

En évoquant le soulèvement du peuple de Paris en 1871, nous pourrions mettre l'accent sur ses causes, sur la critique de ses faits, sur les effets de son action ou sur la cruelle répression s'abattant sur les Communards. Mais, bien que tout cela soit très important et doive être mentionné pour dresser un panorama, ce que la Commune continue de représenter en tant qu'expérience stimulante pour le progrès social et humain présente, pour nous, plus d'intérêt en ce moment.

Ce peuple de Paris qui n'avait pas été vaincu et qui, pour se défendre contre les Allemands, acheta 250 canons par collecte populaire, et qui, de plus, refusait le désastre de Sedan et les capitulations imposées par Bismarck, se souleva contre l'Assemblée réunie à Versailles ; entre autres raisons :

1° parce qu'il se rend compte, lors de la constitution du gouvernement de Versailles, que celui-ci refuse d'écouter les Parisiens, et parce que l'Assemblée laissait sans solde la garde nationale et sans travail les ouvriers ;

2° parce que les Versaillais décidèrent une politique de reddition sans consulter le pays et sans tenir compte de Paris qui avait pourtant son mot à dire de droit. De même, ce qui joua un rôle important ce fut le désir ardent des Parisiens de se déclarer contre l'empereur Bonaparte qui avait opprimé la nation et les hommes les plus éminents de Paris, en particulier.

L'accumulation de ces causes s'enchaînant, Paris se jeta dans la rue, prêt à lutter pour sa liberté et avec le désir profond de transformer les structures hétérogènes, ceux-ci surent s'unir face à Versailles représentant la capitulation et l'impérialisme avec son injustice et autres abus.

Donc, malgré ce qui les séparait, les groupes surent se fédérer et mettre en place une organisation communale qui culmina dans des faits réellement plausibles, tels que : proclamation de la journée de huit heures ; la terre aux paysans ; les ateliers et les outils de travail aux ouvriers ; la richesse au service de tous ; l'éducation libre et généralisée ; plus de chômage pour les pauvres, plus de privilèges pour les riches, sinon la jouissance pour tous les citoyens. Et tout cela sanctionné par un Conseil de la Commune au sein duquel étaient représentés tous les groupes politiques et où les représentants étaient élus par le vote libre et direct du peuple.

Il est vrai que Paris, avec ses projections revendicatives, ne pouvait se défendre longtemps contre

les armées françaises qui, appuyées par des bataillons allemands, assiégeaient la ville, l'isolant du reste de la nation. Les combats furent sanglants, et l'inhumaine répression qui s'ensuivit, avec plus de trente milles assassinés et des milliers de déportés et de prisonniers, constitue le bilan d'une résistance héroïque. Malgré cela, l'action de la Commune dans sa capacité organisatrice et les perspectives qu'elle ouvrit dans diverses directions put changer de nombreuses choses et ouvrir des horizons d'espoir.

Un siècle après ce 18 mars qui vit le soulèvement du peuple de Paris contre la capitulation et le despotisme, nous pouvons constater que certaines des revendications et initiatives de la Commune de 1871 sont devenues réalité et que d'autres sont en voie de réalisation : journée de huit heures, éducation généralisée, repos et vacances pour les ouvriers et, surtout, le sentiment de la liberté qui n'a cessé de se manifester depuis lors et qui va détruisant les structures rigides d'hier. Mais, les aspirations de la Commune qui ne sont pas encore satisfaites ne sont pas minimes : fédération des groupes et des peuples, égalité des possibilités pour tous, démocratie directe, justice et paix universelles.

Jugeant ce bilan, nous devrions voir dans la Commune le flambeau de la liberté qui doit éclairer notre chemin vers le progrès politique et humain, et aussi la lumière qui doit nous indiquer les erreurs et déviations qu'elle ne sut éviter et desquelles furent victimes d'autres peuples dans des mouvements postérieurs. Les facteurs qui affaiblirent l'action de la Commune, et qui ont continué de dégrader d'autres événements révolutionnaires depuis lors, furent l'esprit de chapelle des groupes participant à cette geste de 1871 et leur manque de cohésion et de responsabilité.

Si, parmi les hommes courageux et se donnant à leur cause, nous prenons comme symbole Varlin, ouvrier internationaliste qui offrit sa vie en holocauste à la liberté, c'est précisément parce qu'il lutta en faveur de l'émancipation des hommes et de la justice universelle. Il voulait la fédération des peuples, la liberté des opprimés, le bien-être pour tous. Sa figure est pour nous l'étendard de la Commune et du désir ardent de justice que tous les hommes devraient ressentir.

À côté de notre admiration pour ces héros de la liberté et considérant les projets de la Commune qui ne sont pas encore réalisés, nous devons tenir compte des énormes changements de fond et de surface que voit notre siècle : nous sommes plus d'un milliard d'hommes sur terre ; la science et la technique se sont développées dans un rapport de cent pour un approximativement ; la famille paysanne — qui prédominait en 1871 — a été réduite à un quart, ou moins, de la population dans les pays industrialisés ; les travailleurs de l'administration et des services dépassent en nombre les producteurs ; l'instruction, les moyens de communication et les techniques de diffusion ont atteint des dimensions qui ne furent jamais imaginées. Ainsi, nous voyons que le cadre de notre vie a énormément changé, et nous devons lui adopter nos rapports si nous voulons sortir de l'injustice et du mal-être régnant.

Également à ce propos, la Commune nous offre une solution théorique quand elle proclame dans son décret du 19 avril : « Nous voulons créer une politique d'expérimentation, positive et scientifique ». C'est-à-dire une politique expérimentale s'opposant aux structures rigides, une politique positive face aux abstractions, et scientifique face au dogmatisme fomentateur des rivalités et des guerres.

Si nous nous en tenons à cette projection de la Commune, les changements techniques n'ont en rien changé notre objectif fondamental ; car l'action solidaire qui se rapporte aux faits scientifiques et à l'expérimentation ouverte doit nous conduire inévitablement à la coopération rationnelle et solidaire.

Pour apprendre de ses initiatives et rectifier les pas équivoques que nous indique l'histoire, nous rendons hommage à la Commune et nous sommes prêts à œuvrer toujours et sans cesse à l'émancipation des peuples.